

# Tchad

## Performances macroéconomiques

En 2018, la croissance s'est établie à 2,8 % contre -3,8 % en 2017, soutenue par la renégociation de la dette Glencore en février 2018 et d'importants financements extérieurs. Le solde budgétaire a enregistré un excédent estimé à 0,1 % du PIB, contre un déficit de 0,8 % en 2017, résultat de l'augmentation globale des recettes, principalement pétrolières, des appuis budgétaires et d'une maîtrise des dépenses totales, notamment salariales (-6 %). La deuxième revue de la Facilité élargie de crédit (FEC) du FMI, a été approuvée en juillet 2018.

La politique monétaire fait partie de la politique de stabilisation de la Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale (CEMAC). Le taux d'inflation est passé de -0,9 % en 2017 à 2,1 % (estimation) en 2018. Le déficit du compte courant est passé de -6,6 % du PIB en 2017 à -4,3 % (estimation) en 2018, en lien avec l'amélioration de la balance commerciale (3 % en 2017 à 8,4 % en 2018), à la suite du redressement des cours du pétrole.

## Perspectives : facteurs positifs et négatifs

La croissance du PIB réel devrait s'accélérer en 2019 (4,2 %) et 2020 (5,8 %), grâce à la remontée des cours du pétrole et la renégociation de la dette Glencore. Très impacté par la crise, le secteur secondaire devrait connaître une reprise (+2,2 %) à partir de 2019, de même que le secteur tertiaire qui pourrait se développer de 1,2 %.

Depuis juin 2017, le Tchad bénéficie d'un programme de financement du FMI. Les deux premières revues ayant été approuvées en avril et juillet 2018, les comptes publics et extérieurs devraient encore s'assainir en 2019 et 2020. Le solde budgétaire devrait ainsi enregistrer un excédent de 0,2 % du PIB en 2019 et 0,5 % en 2020, et, selon les projections, le déficit du compte courant s'établirait à 4,3 % et 4,5 % respectivement. L'inflation devrait se stabiliser à 2,3 % en 2019 et en 2020, conformément à ce qu'exige la CEMAC.

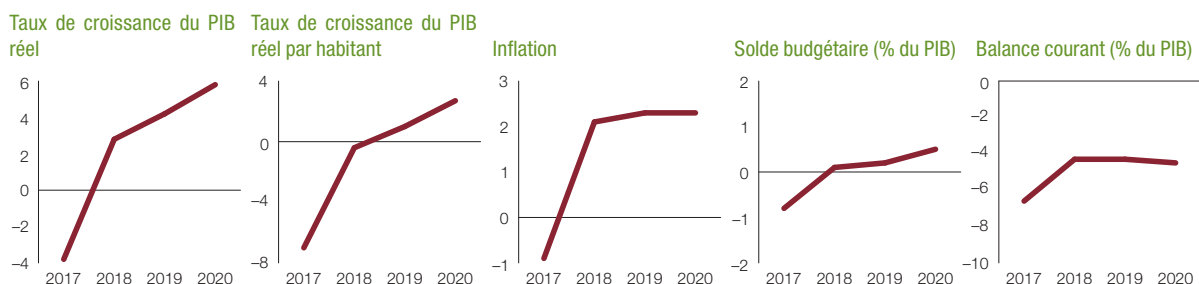
Les risques suivants pourraient compromettre ces perspectives: volatilité des cours du pétrole, insécurité liée aux groupes islamistes perturbant les échanges transfrontaliers, effets du changement climatique, notamment la sécheresse et l'invasion acridienne susceptibles d'affecter le secteur agricole.

L'économie tchadienne dépend fortement du pétrole qui représente, en moyenne, 78 % du total des exportations pour 2016-2018 et 89 % pour 2018. Les recettes pétrolières représentaient en moyenne plus de 65 % des recettes totales hors dons sur la période d'avant crise (2009-2014). Elle nécessite ainsi des efforts de diversification prometteurs si le secteur agricole pouvait être valorisé.

Par ailleurs, le Tchad ne dispose pas d'une stratégie d'industrialisation (une étude destinée à formuler une stratégie de l'industrialisation a été lancée récemment). Le secteur secondaire contribue pour moins de 15 % au PIB. Le déficit d'infrastructures est très prononcé et accuse un Score indicial de 7,239/100 classant le Tchad 51<sup>e</sup> sur 54 pays en 2018.

Avec un indice de développement humain (IDH) de 0,396, le Tchad est classé 186<sup>ème</sup>/188 en 2016, le pays présentant d'importants retards. La baisse des cours du pétrole a plongé le pays dans une crise budgétaire depuis 2015, et fragilisé les quelques progrès réalisés dans les indicateurs sociaux.

Le Tchad dispose d'un potentiel agricole important ; le secteur représente, en 2017, près de 50 % du PIB et occupe 90 % de la population. En août 2018, le gouvernement a adopté une politique agricole en appui au développement des chaînes de valeur. Pays enclavé, le Tchad a fondé sa stratégie de développement sur l'intégration régionale. Le pays contribue ainsi très largement au développement des infrastructures d'intégration régionale, y compris les routes, une interconnexion électrique, préservation du Bassin du Lac Tchad, fibre dorsale et la route transsaharienne Algérie – Niger – Nigéria – Tchad.



Source : Données des administrations nationales ; les chiffres pour 2018 sont des estimations, et les chiffres pour 2019 et 2020 sont des projections de l'équipe des Perspectives économiques pour l'Afrique.